

REPUBLIQUE FRANCAISE

DEPARTEMENT DE LOT-ET-GARONNE

DIRECTION GENERALE ADJOINTE DU DEVELOPPEMENT SOCIAL

ARRETE
PORTANT AUTORISATION DE FONCTIONNEMENT
D'UNE PETITE CRECHE POUR L'ACCUEIL
D'ENFANTS DE MOINS DE SIX ANS

La Présidente du Conseil départemental,

- Vu** le Code de la Santé publique et notamment ses articles L. 2324-1 à L. 2324-4,
- Vu** le Code de l'action sociale et des familles,
- Vu** le Code général des collectivités territoriales,
- Vu** le décret n° 92-785 du 6 août 1992 relatif à la protection maternelle et infantile,
- Vu** le décret n°2000-762 du 1^{er} août 2000 relatif aux établissements et services d'accueil des enfants de moins de six ans et modifiant le Code de la Santé publique,
- Vu** l'arrêté du 26 décembre 2000 relatif aux personnels des établissements et services d'accueil des enfants de moins de six ans,
- Vu** le décret n° 2007-230 du 20 février 2007 relatif aux établissements et services d'accueil des enfants de moins de 6 ans et modifiant le Code de la santé publique (dispositions réglementaires),
- Vu** le décret n° 2010-613 du 7 juin 2010 relatif aux établissements et services d'accueil des enfants de moins de six ans,
- Vu** l'arrêté du Président du Conseil départemental en date du 30 décembre 2019 portant autorisation de fonctionnement de la crèche halte-garderie « les Petits Lapins » - Rue Blaise de Montluc Place Montanou - 47000 AGEN
- Vu** le décret n° 2021 - 1131 du 30 août 2021 relatif aux assistants maternels et aux établissements d'accueil des jeunes enfants,
- Vu** le courrier en date 1^{er} décembre 2022 par lequel Madame Tiphaine CHERPION, Responsable opérationnelle de la Société People & baby informe la Présidente de la reprise en gestion de la crèche halte-garderie « les Petits Lapins » à compter du 1^{er} janvier 2023 et sollicite une autorisation de fonctionnement pour cette structure d'accueil de jeunes enfants,
- Vu** l'avis du Médecin – Directeur des actions de santé. PMI par intérim,

Sur proposition du Directeur général des services,

ARRETE

ARTICLE 1^{ER} : L'arrêté du président du Conseil général du 30 décembre 2019 portant autorisation de fonctionnement de la crèche halte-garderie « Les Petits Lapins », est abrogé.

ARTICLE 2 : La Petite crèche, « Les Petits Lapins » est autorisée à fonctionner dans les conditions suivantes :

Nom de l'établissement	« Les Petits Lapins »
Catégorie de la structure	Petite crèche
Adresse de l'établissement (locaux)	Rue Blaise de Montluc – Place de Montanou 47000 AGEN
Conditions de fonctionnement à compter du 1 ^{er} janvier 2023 Nom de la personne morale gestionnaire Forme juridique Siège social	Crèches People & Baby SAS 9 avenue Hoche - 75008 PARIS / 55 avenue Louis Breguet 31400 TOULOUSE
Capacité d'accueil :	<ul style="list-style-type: none"> • 20 places <p><i>Art.R.2324-27 du Code de la santé publique : « des enfants peuvent être accueillis en surnombre certains jours de la semaine, dans la limite de 15% de la capacité d'accueil autorisée pour l'établissement ou le service considéré et à condition que le taux d'occupation n'excède pas 100% en moyenne hebdomadaire »</i></p>
Modalité d'accueil :	Ouverture du lundi au vendredi de 7h 30 à 18h30
Prestations proposées	<ul style="list-style-type: none"> • 12 places de 7h30 à 8h45 • 20 places de 8h45 à 13h00 • 16 places de 13h00 à 14h30 • 20 places de 14h30 à 17h30 • 12 places de 17h30 à 18h30
Age des enfants accueillis	Enfants de - 2 mois ½ à 6 ans (*) (*): date anniversaire
Nom du directeur de la structure Diplôme et qualification	Madame Alexandra AIGOIN (17h30) Educatrice de jeunes enfants et infirmière
Nom du référent « Santé et Accueil Inclusif » Diplôme et qualification	Mme Sabah ESSEMOUDI Infirmière diplômée d'Etat 20h/an dont 4h/ trimestre
Effectifs détaillé du personnel d'encadrement et qualification :	<ul style="list-style-type: none"> • EJE 1 (28h00)* • Auxiliaire de puériculture 2 (35h – 35h)* • CAP petite enfance 3 (3 x 35h)* <p>* : temps de présence auprès des enfants</p>

ARTICLE 3 : Tout projet de modification portant sur des éléments du dossier de demande d'autorisation, ou sur une des mentions figurant à l'article 2 ci-dessus est porté sans délai à la connaissance de la Présidente du Conseil départemental pour autorisation.

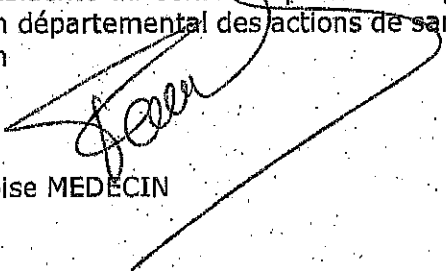
ARTICLE 4 : Le Directeur général des services, la Directrice générale adjointe du développement social, la Responsable opérationnelle de la SAS sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui prendra effet à compter de sa transmission au représentant de l'Etat dans le département, de sa publication au recueil des actes administratifs du Département, et de sa notification à la société gestionnaire intéressée.

Le présent arrêté sera en outre affiché aux portes de la mairie d'AGEN.

ARTICLE 5 : Toute personne Intéressée peut contester la présente décision par voie de recours contentieux devant le tribunal administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de l'accomplissement des formalités de publicité ci-dessus. Un recours gracieux préalable peut être exercé dans le même délai auprès du Président du Conseil départemental.

Agen, le 22/12/2022

Pour la Présidente du Conseil départemental,
Le Médecin départemental des actions de santé
Par Intérim


Dr. Françoise MEDECIN